

Des « modèles de développement » aux « mondes du développement » : une enquête statistique

François COMBARNOUS¹, Alain PIVETEAU² et Éric ROUGIER³

Cet article confronte les modèles prescriptifs du développement, tels que tirés de l'analyse génétique de huit décennies de conseils ou d'injonctions légitimées par la théorie économique dominante à chaque période, aux « mondes du développement » observés à la fin des années 2010. En projetant les pays en développement dans la galaxie de ces différents modèles, nous montrons que si plusieurs mondes sont parvenus à atteindre certaines cibles (soutenabilité sociale ou institution du marché), aucun monde n'est aujourd'hui réellement équipé pour s'orienter dans le *monde commun* que dessine le nouveau régime climatique et la question environnementale.

Mots-clés : histoire de l'économie du développement, modèles de développement, soutenabilité, analyse statistique multidimensionnelle

Classification JEL : O12 ; O19 ; O29

From “development models” to “development worlds”: A statistical inquiry

This paper confronts prescriptive models of development, as derived from the genetic analysis of eight decades of advice or injunctions legitimized by mainstream economic theory in each period, with the 'development worlds' as observed in the late 2010s. By projecting developing countries into the galaxy of different prescriptive models of development, we show that while several worlds have managed to achieve certain targets (social sustainability or the institution of the market), no world is today really equipped to orient itself in the *common world* that the new climate regime and environmental issues are shaping.

Keywords: development economics history, development models, sustainability, multidimensional statistical analysis

¹ Université de Bordeaux, Bordeaux Sciences Économiques (BSE-CNRS) ; francois.combarnous@u-bordeaux.fr

² Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Les Afriques dans le monde (LAM-CNRS). Sciences Po Bordeaux. Alain.Piveteau@ird.fr

³ Université de Bordeaux, Bordeaux Sciences Économiques (BSE-CNRS) ; eric.rougier@u-bordeaux.fr

L' économie du développement existe comme discipline et corpus prescriptif depuis son origine dans les années 1940-1950⁴. Pendant cette période féconde sur les plans de la théorie, de l'analyse empirique, puis de l'évaluation des politiques publiques de développement, plusieurs générations de prescriptions, que nous désignons ici « modèles de développement », se sont succédées tout en cohabitant parfois. Ces modèles prescriptifs ont orienté les stratégies pays jusqu'à les contraindre, parfois de façon autoritaire (Ibhawoh, 1999). Ils ont conduit à des résultats plus ou moins probants, plus ou moins durables, au regard des dimensions spécifiques qu'ils ciblaient. Depuis cinquante ans, dans le champ académique et institutionnel, la revue *Mondes en Développement* a largement contribué à la déconstruction de ces modèles théoriques de développement et à l'évaluation des différentes générations de travaux et de prescriptions. Ce numéro anniversaire nous donne l'occasion de faire un bilan, celui des legs de la prescription économique au service du développement des Suds. Habituellement, ce type d'exercice conduit les économistes à établir un classement des pays selon leur niveau de développement, ou bien à analyser empiriquement les déterminants de ces performances relatives, ou encore à évaluer la pertinence des recommandations passées afin d'ajuster la prescription en conséquence. La principale difficulté réside alors dans la variété des points de vue sur ce qu'est, ou ce que devrait être, le « développement »⁵.

Pour traiter la question du legs, nous adoptons un autre angle d'analyse, éloigné de toute considération normative et de la tentation de naturalisation de la croissance qui parcourt la discipline. Pour ne pas avoir à subir la loi de Hume⁶, notre enquête porte exclusivement sur *l'être* sans jamais prendre en

⁴ Il est habituel de situer cette origine aux années 1940-1950. La sous-discipline naissante prend alors en charge des thèmes spécifiques, étroitement liés à la critique des modèles néoclassiques appliqués aux pays en développement, qui sont stratégiques pour les États nouvellement indépendants : l'industrialisation, l'accumulation rapide du capital, la mobilisation de la main-d'œuvre sous-employée, la planification. Le débat entre Hirschman (1981), Sen (1983) puis Krugman (1992) sur l'avenir de l'économie du développement est emblématique de cette identité de l'économie du développement émergeant en réponse aux demandes des gouvernements qui souhaitent bénéficier de conseils pour conduire des politiques publiques (De Janvry & Sadoulet, 2014).

⁵ Reconnaissons, sans avoir à forcer le trait, qu'en continuant d'associer le développement au développement économique et le développement économique à la croissance économique, l'économie du développement a fait de cette dernière une norme incontournable du développement (Rist, 2007). La discipline peut bien envisager une croissance sans développement, mais plus difficilement un développement sans croissance.

⁶ Pour le philosophe écossais, il n'est pas possible de passer de relations observées à une prescription sans mobiliser une autre justification qui devrait elle-même être observée et expliquée. Si cette précaution était prise « tous les systèmes vulgaires de moralité » tomberaient.

charge *le devoir*. Les normes prescrites depuis huit décennies deviennent l'objet même de cet article qui cherche la trace d'un héritage en s'appuyant sur une analyse empirique des « réalisations de développement », c'est-à-dire d'indicateurs du degré d'accomplissement des objectifs des modèles de développement qui se sont succédés. Que reste-t-il des modèles prescriptifs et de leurs différentes composantes dans les indicateurs de développement actuel des pays du Sud, tel qu'ils se donnent à voir par une analyse statistique des réalisations permettant d'objectiver la réponse ? Quelles traces ont laissés les paradigmes perdus, maintenus ou réinventés du développement économique ?

Un premier objectif de l'article est de rendre compte des correspondances ou disjonctions entre les différents âges de la pensée du développement, c'est-à-dire apprécier les distances qui séparent les différents modèles du développement. Mais au-delà, en projetant les pays en développement dans cette galaxie de modèles, nous pouvons apprécier dans quelle mesure les « mondes du développement », tels qu'ils ressortent de notre analyse empirique, se distinguent des « modèles de développement » associés aux différents paradigmes, par des agencements spécifiques et parfois insoupçonnables des principales réalisations prescrites. Nous sommes également en mesure de repérer si un ou plusieurs des « mondes du développement » identifiés est équipé pour s'orienter et atterrir dans le *monde commun* que dessine le nouveau régime climatique (Latour, 2017).

Pour traiter ces questions et approcher ces objectifs, nous commençons par identifier les différentes générations de modèles prescriptifs. Ces modèles, ancrés dans l'économie du développement, se présentent sous la forme de « sagesses conventionnelles » (Easterly, 2006b) véhiculées par les institutions de l'aide, les coopérations bilatérales et multilatérales et l'industrie mondiale du conseil (Piveteau & Rougier, 2011). Les hypothèses permettant d'engager cette stratégie empirique sont explicitées et discutées plus longuement dans la partie 1. Après avoir présenté la méthode en partie 2, nous proposons, dans les parties 3 et 4, une analyse exploratoire multidimensionnelle conduite à partir d'indicateurs de résultats mesurant le degré d'accomplissement des objectifs caractéristiques des six générations de modèles prescriptifs identifiés précédemment. L'approche se fait en deux étapes. L'analyse multidimensionnelle des indicateurs d'accomplissement met au jour la structure axiale au sein de laquelle évoluent les économies en développement aujourd'hui, c'est-à-dire la structure des complémentarités ou antagonismes entre les objectifs caractéristiques des six générations de modèles prescriptifs. Une analyse de classification conduite sur 84 pays permet ensuite de mesurer la façon dont les économies en développement se rassemblent par isomorphisme sur cette structure axiale et dessine les contours des « mondes du développement » au sein desquels se regroupent les pays dont les réalisations sont convergentes. À travers ces deux étapes d'analyse, les

« modèles de développement » prescriptifs, tels que tirés de l'analyse génétique, sont ainsi comparés aux « mondes du développement », tels que générés par l'analyse empirique.

En passant les mondes du développement au tamis de huit décennies de conseil expert en économie du développement, l'article conclut alors à une incompatibilité entre les enjeux écologiques récents et l'ensemble des autres dimensions prescrites par la discipline depuis son origine. Tout se passe en effet comme s'il était impossible pour un pays de répondre, même partiellement, aux objectifs du développement tels qu'ils sont, et ont été, prescrits jusqu'à présent sans, dans le même temps, s'éloigner un peu plus du nouvel horizon écologique ; comme si l'économie du développement s'était mise à tourner à vide face à ce nouvel agenda et devait, pour reprendre pied, opérer une rotation axiale, un changement de direction à 180°, assimilable à une révolution paradigmatique (Morin, 2008).

1. LES « MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT » : SIX SAGESSES CONVENTIONNELLES ET AUTANT DE GÉNÉRATIONS DE PRESCRIPTIONS

Depuis ses débuts, l'économie du développement et l'analyse économique appliquée aux pays en développement ont mis en avant plusieurs cadres théoriques successifs ou superposés qui ont ensuite été traduits en cadres normatifs pour les politiques de développement par l'industrie de l'aide au développement (organisations internationales, banques de développement, expertise globalisée, *etc.*). Nous proposons ici une chronologie des objectifs dominants ou prioritaires des politiques de développement qui s'appuie sur la littérature académique et institutionnelle aussi bien que sur les priorités sectorielles de l'aide. Parce qu'ils constituent les objectifs qui sont conjointement valorisés par « la théorie et la pratique » à chacune des périodes, ces objectifs à atteindre expriment pour nous l'esprit du temps ou l'épistémè de cette période et se présentent aux différents acteurs comme un paradigme de connaissance et d'action.

Le tableau 1 reprend les différentes générations d'épistémès et d'objectifs associés ayant normé l'action pour le développement pour chaque période. Notre périodisation est inspirée des périodisations suggérées par la littérature abordant l'histoire de la pensée du développement⁷ et, souvent, celle de

⁷ Plusieurs ouvrages et articles d'histoire de la pensée du développement ou d'histoire intellectuelle et politique du développement ont été utilisés pour construire cette chronologie : Bauer (1972) ; Arndt (1981) ; Sen (1988) ; Jolly et *al.* (2004) ; Rodrik (2006, 2010) ; Easterly (2006a, 2006b) ; Rist (2007) ; Knutsson (2015) ; Srivatsan (2016) ; Alacevich (2018) ; Regmi (2018).

l'action publique pour le développement. Ainsi, il existe un consensus sur le fait qu'à ses débuts, c'est-à-dire pendant les années 1950 et 1960, l'économie du développement s'intéresse avant tout à la question de l'industrialisation et de la maximisation de l'investissement productif et infrastructurel dans les économies en développement. Cette période donnera notamment lieu à des débats sur les stratégies de croissance équilibrée ou déséquilibrée. Puis la recherche académique et l'action publique s'orientent vers la réduction de la dépendance alimentaire et la question du développement humain dans les années 1970, avant que la crise de la dette ne déplace le curseur de la recherche et des priorités politiques vers la stabilisation macro-économique et l'institution des marchés dans les années 1980, puis vers la bonne gouvernance dans la deuxième moitié des années 1990. Dans les années 1990, le paradigme du développement pro-pauvre commence également à s'imposer et les agendas de la recherche et de l'action s'orientent franchement et durablement vers la réduction de la pauvreté et l'*empowerment*. L'émergence économique de nouveaux pays industriels et l'accélération de la mondialisation et des chaînes de valeur mondiales pendant les années 2000 font ensuite émerger l'épistémé du développement par l'intégration à la mondialisation (Piveteau et Rougier, 2010). Enfin, même si ces thèmes existaient déjà dans la littérature et les projets de développement, les objectifs de la soutenabilité environnementale et de l'inclusion sociale s'imposent réellement dans les années 2010 à la faveur des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

Tableau 1 : Les six « modèles de développement » pour l'économie du développement

Période phare	Épistémès	Objectifs	Indicateurs d'accomplissement
1950s-1960s	Développement industriel	Changement structurel et développement de la production industrielle	Infrastructures Taux d'épargne totale Part de l'industrie dans la valeur ajoutée
1970s	Développement humain	Autosuffisance alimentaire & satisfaction des « besoins essentiels »	Productivité agricole Indépendance aux importations céréalières Transition démographique
1980s-1990s	Développement par le marché et la stabilité	Institution du marché & « bonne gouvernance »	Dette publique Solde balance des transactions courantes Taux d'ouverture commerciale Qualité de la réglementation État de droit
1990s-2000s	Développement pro-pauvre	Réduction de la pauvreté & <i>empowerment</i>	Taux de pauvreté Éducation Espérance de vie

			Inégalités humaines
2000s-2010s	Développement de la mondialisation	Insertion internationale	Mondialisation des échanges Globalisation financière Participation aux chaînes de valeur mondiales
2010s-2020s	Développement durable	Soutenabilité sociale & environnementale	Inégalités par genre Accès à la protection sociale Accès aux services de santé essentiels Pourcentage de travailleurs pauvres CO ₂ par tête Biodiversité Qualité de l'eau Émissions polluantes Consommation d'énergies renouvelables

Le séquençage proposé dans le tableau 1 est parfaitement cohérent avec la périodisation des objectifs prioritaires de l'aide publique au développement depuis ses origines dans les années 1960, et notamment de l'agence américaine *USAID* créée en 1961 (Norris, 2021)⁸. Après avoir soutenu les efforts d'investissement publics dans les infrastructures au cours des années 1960, l'*USAID* a commencé à se détourner des programmes d'assistance technique et de soutien en capital pour mettre l'accent dans les années 1970 sur l'objectif des « besoins humains fondamentaux » (alimentation et nutrition, santé, éducation) et sur la planification démographique. Dans les années 1980, l'aide internationale américaine a opéré un virage vers le soutien à la construction de marchés libres et la stabilisation des monnaies et des systèmes financiers, en même temps que les institutions financières internationales adoptaient le consensus de Washington pour orienter l'aide multilatérale (Kanbur, 2009). Dans les années 1990, l'aide américaine et l'aide internationale commencent à se tourner vers la soutenabilité et l'établissement de démocraties fonctionnelles dotées de systèmes économiques ouverts et axés sur le marché et de filets de sécurité sociale adaptés. Les années 2000, riches en conflits et guerres, sonnent le retour des enjeux de soutien aux investissements dans les infrastructures et les besoins fondamentaux, avec une attention croissante portée à l'inclusion économique des plus pauvres. En parallèle, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) mettent la réduction de la pauvreté au premier plan des objectifs des politiques publiques de développement (Norris, 2021). Les années 2000 constituent également une période pendant laquelle les organisations internationales et les banques de développement enjoignent les pays en développement à intégrer les chaînes de valeur mondiale afin de soutenir leur diversification productive et la sophistication des exportations. Si le changement structurel et l'objectif de

⁸ Des informations supplémentaires sont tirées de https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnacy535.pdf et <https://pages.devex.com/usaaid-history>

production reviennent au centre des priorités, ce sont désormais les modèles exportateurs connectés à la dynamique des marchés mondiaux et des chaînes de valeur mondiales qui l'activent. Attirer des IDE dans les industries manufacturées d'assemblage devient la priorité du conseil expert et de nombreux gouvernements (Piveteau et Rougier, 2011). Enfin, en 2015, le passage des OMD à l'agenda 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) fait de la transition écologique un nouvel universalisme.

Une dernière source de justification de cette chronologie peut être trouvée dans la suite des thèmes abordés par les rapports annuels sur le développement dans le monde de la Banque mondiale (Tableau A1 en annexe). Même si les thèmes de l'agriculture, de l'industrialisation ou de la pauvreté et des besoins essentiels reviennent régulièrement sur l'ensemble de la période, ils sont plus fréquents au sortir des années 1970 et dans les années 1980. Par la suite, pas moins de huit rapports sont consacrés aux thématiques de la stabilisation macro-économique et de la bonne gouvernance entre 1981 et 2002. Les thématiques liées à l'inclusion socio-économique (travail, inégalités) et à la soutenabilité environnementale montent en puissance à partir des années 2000. Enfin, les années 2010 sont celles du retour de l'objectif de réduction des inégalités et de renforcement de la soutenabilité dans les agendas de politiques du développement puisque neuf rapports y sont consacrés entre 1980 et 2020. Il semble donc raisonnable d'affirmer que le tableau 1 rassemble les différents objectifs stratégiques prioritaires qui se sont succédés dans la jeune histoire du développement, dans le domaine des sciences sociales comme dans celui de l'action politique.

À ce stade, deux postulats de notre approche conceptuelle et empirique doivent être explicités et discutés.

Le premier postulat est que l'économie du développement en tant que domaine des sciences sociales et de conseils aux décideurs innervent les politiques concrètes de développement. Ce postulat est étayé par l'observation. Depuis l'influence des premiers théoriciens de la croissance déséquilibrée (Rosenstein-Rodan, 1943 ; Perroux, 1963 ; Destanne de Bernis, 1967) sur les stratégies de *big push* ou d'industries industrialisantes, en passant par l'influence des « *Chicago boys* » sur les réformes structurelles en Amérique latine (Brender, 2010) ou l'impact des travaux de François Bourguignon (1991, 1998) ou encore d'Amartya Sen (1983, 1987, 1992, 1999) sur les politiques antipauvreté et les agendas des organisations internationales (Objectifs du Millénaire pour le développement), des liens étroits se sont tissés entre la sphère académique et les praticiens dans le domaine du développement économique. Pour autant, cela ne nous conduit pas à sous-estimer le poids des débats, des conditions internes et la grande part d'autonomie des stratégies pays.

Ceci nous amène au *second postulat*. *Ce que nous mesurons ici n'est pas le degré d'application des prescriptions stratégiques, mais bien le degré d'atteinte des résultats ou des réalisations qui sont traditionnellement associés à ces stratégies.* Il n'est pas nécessaire

de supposer que le fait d'observer aujourd'hui un résultat conforme à une vague prescriptive signifie que la stratégie associée à ce résultat ait été mise en place et avec un certain degré d'efficacité. Nous nous contentons d'associer des résultats, qui doivent être compris comme des cibles de la politique publique, à des paradigmes, sans présumer de la nature exacte des politiques spécifiques permettant d'atteindre ces cibles, sans non plus postuler que certaines politiques sont plus efficaces que d'autres pour atteindre ces cibles. Pour répondre à cette seconde question, il conviendrait de pouvoir identifier les « bons » et « mauvais » performeurs de chaque *épistème*, décrire les politiques qu'ils ont suivies et assigner des impacts de ces politiques sur les objectifs qui leur sont associés jusqu'à aujourd'hui. Ce type d'analyse, en dehors de la démarche retenue dans cet article, a déjà été proposé dans la longue littérature d'évaluation des politiques de développement. De nombreuses évaluations des effets de long terme de la substitution aux importations ont, par exemple, été proposées dès les années 1960. De même pour les politiques liées aux programmes d'ajustement structurel à partir des années 1990 (Berr et *al.*, 2007), ou pour les politiques de croissance de globalisation (Lectard et Rougier, 2018). Les configurations que nous observons sont donc seulement des configurations de congruence ou de contradiction entre réalisations afférentes aux différentes dimensions qui ont été retenues un temps par la théorie et le conseil comme constitutives du développement.

2. MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Deux questions guident notre analyse empirique du legs de l'économie du développement au développement.

La première question est d'identifier le degré auquel les pays en développement ont réalisé les objectifs ou atteint les cibles successivement assignées comme prioritaires par les « modèles de développement » mis en avant par l'économie du développement-discipline et l'industrie de l'aide.

La deuxième question concerne la possibilité que des configurations de réalisations complémentaires ou antagonistes puissent être observées à partir des données contemporaines, dessinant une variété de « mondes du développement ». Chaque âge théorico-normatif désignant une nouvelle séquence prioritaire du développement, une direction différente à prendre parfois, il est intéressant de repérer si des cohérences ou incompatibilités peuvent être mises en lumière dans les réalisations des Suds.

Pour répondre à la première question, nous menons une analyse factorielle sur 27 variables quantitatives, détaillées dans le tableau 2, qui décrivent pour 2018 ou 2019 (ou l'année la plus récente disponible pour certaines variables) les accomplissements atteints pour les différentes cibles associées à chacun

des « modèles de développement » du tableau 1⁹. Toutefois, notre objectif est de rechercher et de définir les dimensions fondamentales, les structures sous-jacentes, qui sous-tendent cet ensemble de variables initiales. *Dans un premier temps*, nous cherchons donc à vérifier si les différents accomplissements se combinent au sein de chaque dimension pour « faire modèle ». Nous créons donc des variables de synthèse à partir des différents indicateurs d'accomplissement (dernière colonne du tableau 1) décrivant chacun des « modèles de développement ». Nous menons pour ce faire sept analyses en composantes principales (ACP) distinctes¹⁰. Elles consistent à étudier la structure des relations entre variables en identifiant un ensemble de facteurs (ou composantes) qui constituent les meilleures combinaisons linéaires possibles de l'ensemble des variables initiales. Dix facteurs sont générés par cette analyse, ces facteurs établissant des mesures synthétiques des accomplissements de chaque modèle, mais portant également un sens, une signification, pour ce qu'ils représentent collectivement¹¹. Ils décrivent en effet des concepts multidimensionnels qui ne pouvaient être correctement appréhendés par une simple mesure. Ainsi, les résultats de ces ACP nous permettent à la fois (i) de juger de la cohérence interne des modèles successifs en termes de résultats et (ii) de créer, pour chaque modèle, une ou plusieurs variables quantitatives de synthèse mesurant le résultat global de chaque pays en la matière. *Dans un second temps*, nous cherchons à voir de quelle manière s'agencent les accomplissements moyens des différents « modèles de développement » : sont-ils synergiques, complémentaires, ou indépendants les uns des autres, voire incompatibles ? Nous procédons alors à une nouvelle ACP à partir des dix facteurs obtenus à la première étape afin de comprendre la façon dont les dix variables de synthèse, qui caractérisent et résument les six dimensions paradigmatiques identifiées, s'agencent, s'articulent, de manière globale et multidimensionnelle.

Pour répondre à la seconde question, nous opérons une procédure de classification de l'ensemble des pays sur la base des dix variables précédemment construites. Cette analyse permet d'identifier et de caractériser des groupes de pays qui sont à la fois les plus homogènes possibles et les plus

⁹ C'est l'impératif de la « concision dans l'exhaustivité », indispensable à toute analyse de ce type, qui a présidé au choix des trois à cinq dimensions d'accomplissement retenues pour caractériser chaque modèle.

¹⁰ Le modèle de la « soutenabilité sociale et environnementale » a été traité en deux sous-ensembles distincts relevant respectivement de la soutenabilité sociale et de la soutenabilité environnementale. L'analyse groupée de ces deux ensembles a en effet montré d'insuffisantes corrélations entre les variables (test de sphéricité de Bartlett) pour que l'analyse factorielle puisse être menée.

¹¹ Comme nous l'expliquons plus longuement dans la partie suivante, l'analyse montre que les accomplissements de certains modèles ne peuvent être résumés par une seule variable de synthèse et doivent être mesurés par deux variables de synthèse strictement indépendantes l'une de l'autre.

distincts les uns des autres au regard des dix variables de synthèse. Enfin, afin de repérer s'il existe des combinaisons vertueuses de réalisations plus performantes, nous réintroduisons en dernier ressort des normes standards d'évaluation des performances et comparons ces résultats obtenus à deux indicateurs très courants de bien-être : le PIB par tête et un indice de bonheur. En confrontant les « mondes du développement » à ces représentations plus habituelles et synthétiques des résultats du développement, nous cherchons à voir si les objectifs des modèles prescriptifs successifs ont fait sens, et si oui, dans quel monde, ou si, plus simplement, ils n'ont été que de simples promoteurs de la croissance économique.

Tableau 2 : Liste des variables et des sources

Objectifs	Indicateur de résultat pour classification	Variables	Sources
Changement Structurel & industrialisation	Infrastructures (indice de performance logistique) Taux d'épargne totale (% du PIB) Part de l'industrie dans la VA (% du PIB)	Infra_5060 Epargne_5060 Indus_5060	WB DI WB DI WB DI
Autosuffisance & besoins essentiels	Productivité agricole (Index de PTF ¹ agricole) Taux de dépendance aux importations alimentaires Transition démographique (naissances par femme)	AgrPty_70 DepCerea_70 Fertl_70	WB DI WB DI WB DI
Institution du marché & bonne gouvernance	Dette publique (en % du PIB) Solde balance des transactions courantes (% PIB) Taux d'ouverture commerciale (export. % du PIB) Qualité de la réglementation (score) État de droit (score)	Debt_8090 Balance_8090 Export_8090 RegQual_8090 Rulelaw_8090	WB DI WB DI WB DI WB GI WB GI
Réduction de la pauvreté & empowerment	Inégalités humaines (score) Incidence de la pauvreté absolue aux seuils locaux ² Enfants non scolarisés en % enfants âge primaire Espérance de vie à la naissance (années totales)	Humineq_9000 Poverty_9000 NonScol_9000 Espvie_9000	PNUD HDR WB Povcal WB DI WB DI
Insertion internationale	Globalisation financière <i>de facto</i> (score) Mondialisation des échanges <i>de facto</i> (score) Taux de participation aux CVG ³ (X CVG/X tot)	FinGlob_0010 TradeGlob0010 CVM_0010	KOFGI KOFGI UNCTAD-Eora
Soutenabilité sociale & environnementale	Indice d'inégalités de genre % pop. ayant au moins une prestation sociale Couverture des services de santé essentiels (% pop) Proportion de travailleurs pauvres (% de la pop.) Conso. d'énergies renouvelables (% conso totale) CO2 par tête Biodiversité Émissions polluantes Qualité de l'eau	Gender_1020 Soc_Prot_1020 Health_pr_1020 Workpoor_1020 Renew_1020 Co2pc_1020 BioD_1020 Air_1020 Water_1020	UNDP HDR WB Aspire WHO ILOSTAT EPI EPI EPI EPI EPI

Notes : (1) productivité totale des facteurs. (2) seuils locaux à 1,90 \$, 3,2 \$, 5,5 \$ et 21,7 \$ par jour et par personne selon le niveau faible, intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur ou élevé du revenu dans le pays. (3) chaîne de valeur globale.

Sources : WB DI (World Bank – World Development Indicators) ; WB GI (World Bank – Worldwide Governance Indicators) ; UNDP HDR (UNDP – Human Development Report) ; WB Povcal (World Bank - PovcalNet) ; KOFGI (KOF Globalisation Index – KOF Swiss Economic Institute) ; UNCTAD-Eora (UNCTAD-Eora Global Value Chain database) ; ILOSTAT (Intenational Labor Organization Statistic) ; EPI (Environment Performance Index – Université de Yale) ; WB Aspire (World Bank – The Atlas of Social Protection – Indicators of Resilience and Equity) ; WHO (World Health Organization).

Les informations statistiques sont collectées pour la période 2018-2019 sur 94 pays en développement d'au moins 500 000 habitants pour lesquels

l'information est quasi complète¹². Toutes les variables sont des variables quantitatives continues transformées mathématiquement pour que chacune d'entre elles décrive une situation d'autant plus souhaitable que sa valeur est élevée. Par exemple, la variable « poverty_9000 » mesure la proportion de la population qui n'est pas pauvre et la variable « Co2pc_1020 » mesure l'inverse de la valeur des émissions de CO₂ per capita. La norme de bonne performance est fixée en cohérence avec le paradigme historique ayant généré la prescription. Par exemple, une plus grande quantité d'émissions de carbone en 1960 aurait constitué un meilleur résultat dans l'échelle normative de cette période alors qu'elle constitue une moins bonne performance dans la décennie 2010. Enfin, seuls les pays en développement sont conservés car l'inclusion des pays riches masque la diversité entre pays en développement.

3. LES INJONCTIONS PARADOXALES DU CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT : SYNERGIES ET ANTAGONISMES DE LA PRESCRIPTION AU COURS DU TEMPS

Chaque génération de prescription stratégique est supposée avoir sa propre logique interne, caractérisée par la cohérence et la complémentarité entre les différentes cibles qui la constituent. La première partie de notre analyse va consister à apprécier le degré auquel les différents objectifs associés à chaque génération de modèle prescriptif étaient effectivement atteints par les pays en développement de notre échantillon à la veille de 2020, ainsi que le degré auquel ces différentes cibles se sont révélées compatibles ou non.

Les graphiques A1.a à A1.g des annexes reproduisent les analyses de la première étape, c'est-à-dire les analyses en composantes principales (ACP) conduites sur les six modèles identifiés dans la partie 1. Pour chacun des modèles, le cercle des corrélations entre les différentes variables est reporté. Les graphiques A1.a, A1.b, A1.d et A1.f montrent que l'ensemble des accomplissements constitutifs de chacun des modèles sont positivement corrélées pour le « développement industriel » (1950s-1960s), le « développement humain » (1970s), le « développement pro-pauvre » (1990s-2000s) et la « soutenabilité sociale (développement durable) » (2010s-2020s). Une seule variable de synthèse suffit donc pour capter les réalisations associées à chacun de ces modèles de développement. En revanche, en ce qui

¹² Les pays étudiés sont tous les pays d'au moins 500 000 habitants pour lesquels, au pire, trois variables sur vingt-sept sont manquantes. Elles sont dans ce cas-là remplacées par leur moyenne arithmétique afin de neutraliser leur impact sur l'analyse. On dénombre un maximum de trois données manquantes sur 27 variables et elles sont neutralisées dans l'analyse. De plus, 85 % des pays ont au maximum une valeur manquante. La liste des pays « exclus » est disponible sur demande.

concerne les trois paradigmes restants, il faut construire deux indicateurs de synthèse pour résumer les dimensions orthogonales ou anticorrélées des performances réalisées par les pays de l'échantillon.

Les graphiques A1.c et A1.e montrent en effet que certains des objectifs associés au « développement par le marché et la stabilité » (1980s-1990s) et au « développement de la mondialisation » (2000s-2010s) sont indépendants les uns des autres et peuvent, en conséquence, générer des mondes du développement différents.

Quant aux réalisations associées à la toute dernière génération de prescriptions, celles de la « soutenabilité environnementale (développement durable) » (graph. A1.g), elles ne sont pas indépendantes mais anticorrélées. Ce résultat indique de nouveau une véritable forme de conflictualité politique ou technologique entre les différentes cibles associées au développement durable (2010s-2020s). Les pays en développement qui affichent les meilleures performances de santé environnementale (qualité de l'air et qualité de l'eau) sont aussi ceux qui émettent le plus de CO₂ et ont les proportions d'énergies renouvelables les plus faibles, ce qui, lorsqu'on regarde de plus près, correspond aux caractéristiques des pays les plus industrialisés de l'échantillon. Ce résultat suggère donc que, dans les pays en développement et jusqu'à aujourd'hui, l'amélioration de la santé environnementale n'a pu se faire qu'au prix d'une intensification de la production énergétique et de la consommation de carbone associées à l'industrialisation. La réciproque voudrait donc que dans la galaxie des modèles de développement observés, la réduction des émissions de carbone ou la réduction de la part des énergies fossiles se fasse au prix d'une détérioration des conditions de santé. Ce résultat intermédiaire met en lumière l'incompatibilité, probablement plus technologique que politique, entre l'amélioration de la santé environnementale (amélioration de la qualité de l'eau et de l'air) et la soutenabilité des modes de vies¹³. Mais cette conjecture ne peut être soutenue que si l'on suppose que les technologies permettant l'amélioration de la santé environnementale restent les mêmes qu'aujourd'hui. Or, on peut aussi émettre l'hypothèse que le spectre des solutions technologiques bleues ou vertes désormais accessibles¹⁴ permet de réaligner l'objectif d'un bas niveau d'émissions de carbone et l'amélioration de la santé environnementale avec un haut niveau d'urbanisation ou d'infrastructures (World Bank, 2021).

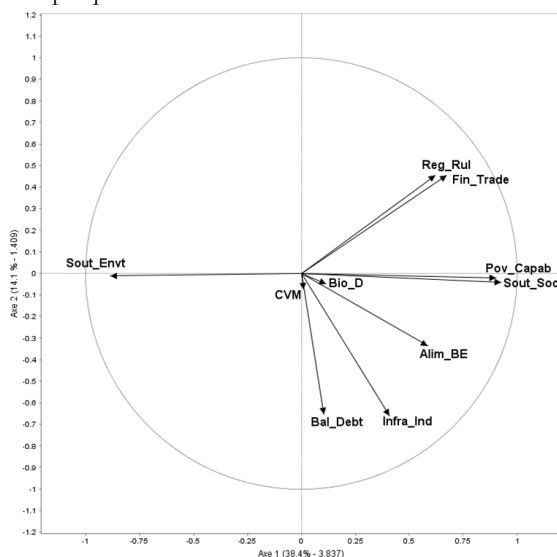
¹³ Une suite logique du travail de cet article serait de tester si cette aporie existe aussi pour les pays développés ayant atteint un haut niveau de revenu.

¹⁴ Un rapport de la Banque mondiale souligne que les technologies numériques sont de plus en plus utilisées pour améliorer l'efficacité, la résilience et l'inclusivité des chaînes de valeur agricoles et pour apporter des aliments plus sains aux populations urbaines. Ce rapport cite également les modes de transport publics moins polluants complétés par des solutions de connectivité du dernier kilomètre et des îlots de nature urbains qui pourraient améliorer à la fois l'inclusivité et la santé respiratoire urbaine.

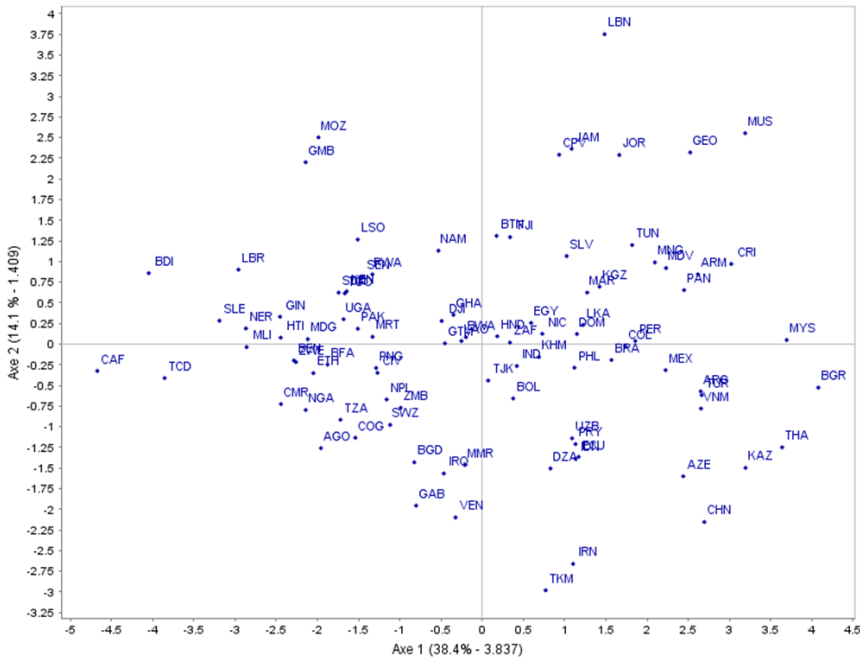
Ainsi, les résultats de ces sept premières ACP nous ont permis à la fois de juger de la cohérence interne des modèles successifs en termes de résultats et de créer, pour chaque modèle prescriptif, une ou plusieurs variables quantitatives de synthèse mesurant le résultat global de chaque pays en la matière. Nous obtenons donc un total de dix variables de synthèse à partir desquelles nous procédons à une nouvelle ACP afin de comprendre la façon dont ces dix dimensions paradigmatiques s'agencent, s'articulent, de manière globale et multidimensionnelle. L'analyse globale conduite sur les 94 pays de l'échantillon selon les dix variables de synthèse établit trois axes factoriels significatifs (critère de Kayser) pouvant être interprétés. Si trois axes sont significatifs et expliquent respectivement 38,4 %, 14,1 % et 12,5 % de l'information totale, seuls les deux premiers sont représentés dans le graphique 1 pour des raisons de lisibilité. Mais les commentaires qui les accompagnent tiennent compte de cette structure axiale tripartite. En cartographiant statistiquement les lignes de ressemblance et de différenciation entre les différentes réalisations du développement en 2018-2019, l'analyse permet d'observer les compatibilités et complémentarités *ex post* d'objectifs. On distingue ainsi les situations où les progressions dans différents domaines du développement ont pu se faire simultanément et/ou de façon cumulative, de celles où, au contraire, l'incompatibilité des objectifs est révélée par l'incapacité des pays à réaliser simultanément tous les objectifs du développement.

Graphique 1 : projections des variables et des individus sur le premier plan de l'analyse factorielle d'ensemble des dix variables de synthèse

Graphique 1.a : cercle des corrélations entre variables



Graphique 1.b : projection des pays sur les deux premiers axes



¹⁵ En se concentrant sur des indicateurs de moyens (politiques, régulations) et non de résultats comme nous le faisons ici, Rougier et Combarnous (2017) identifient de fortes

En revanche, certaines des cibles du développement paraissent ne jamais pouvoir être atteintes simultanément, ce qui met en question, au passage, les lectures néo-libérales et faussement angéliques dans lesquelles les impératifs moraux et le bon sens remplacent la conflictualité politique (Hickey et Seekings, 2017 ; Darbon, 2009 ; Lautier, 2002 ; Hibou, 1998).

Sur le premier axe du graphique 1a, l'opposition entre les variables Sout_Env d'un côté et Pov_Capab et Sout_Soc de l'autre signale que l'amélioration de la pauvreté et de la soutenabilité sociale sont des objectifs qui s'opposent clairement à l'amélioration ou la préservation de la qualité environnementale (au sens de la santé environnementale, de la faiblesse des émissions de CO₂, et de l'usage plus important des énergies renouvelables). Cette opposition, statistiquement très franche, suggère que soutenabilité sociale et soutenabilité environnementale, traditionnellement associées dans la perspective du développement durable, se repoussent mutuellement dans les réalisations effectives du développement des pays pauvres et à revenu intermédiaire. Là encore, il conviendra d'élargir l'analyse aux pays à revenu élevé pour pouvoir conclure.

Une autre opposition statistiquement franche contribue à faire implorer la pertinence du corpus d'objectifs du « consensus de Washington » qui a constitué le paradigme dominant au cours des décennies 1980 et 1990. Les variables synthétiques d'accomplissement les plus récentes qui sont représentées par le graphique 1a montrent en effet que les pays qui sont parvenus à atteindre les meilleurs résultats en matière d'équilibres macro-économiques (balance des paiements, dette) (Bal_Debt) s'opposent à ceux ayant les meilleurs résultats du point de vue de l'institution du marché (Reg_Rul) et de l'insertion dans la globalisation financière et commerciale (Fin_Trade). Le modèle du consensus de Washington ne se vérifie donc jamais dans son intégralité : les équilibres macro-économiques ne vont pas de pair avec le développement institutionnel des marchés (Berr et al, 2009).

Parmi les incompatibilités mises en lumière par les pratiques de développement, il convient tout autant de noter qu'aucun pays n'était parvenu à réaliser en 2018 les meilleures performances à la fois sur l'échelle de la libéralisation des marchés domestiques et de l'insertion dans la globalisation

complémentarités entre les institutions ou régulations gouvernant les secteurs institutionnels du marché du travail, de l'éducation ou de la protection sociale dans les pays ayant adopté un modèle de capitalisme qu'ils qualifient de « *Statist-Resource Dependent* », ainsi qu'entre les secteurs du marché des biens et de la finance dans les pays en développement ayant adopté un modèle de type « *Globalization-Friendly* ». Les performances moyenne mesurées pour chacun de ces deux modèles sont cohérentes avec celles qui sont identifiées ici : les modèles de type « *Statist-Resource Dependent* » ont les niveaux moyens de pauvreté et d'inégalités les plus faibles alors que les modèles de type « *Globalization-Friendly* » ont des performances supérieures à la moyenne des pays en développement en matière de qualité de la gouvernance et d'insertion internationale (Combarnous et Rougier, 2017).

financière (Reg_Rul et Fin_Trade) et sur celle des infrastructures et de l'industrialisation (Infra_Ind). Bien plus que cela, la figure 1a montre que ces deux paradigmes sont opposés statistiquement. Les pays les plus libéralisés et les plus ouverts économiquement sont aussi ceux qui affichent les moins bonnes réalisations en termes d'infrastructures et d'industrialisation. Les faits infirment donc l'hypothèse qui fonde le volet structurel du consensus de Washington que l'on retrouve dans les années 1990-2000, et selon laquelle l'institution des marchés et la libéralisation commerciale contribuent à l'industrialisation des économies sans recours à la politique industrielle.

Un dernier résultat, et non des moindres, pointe une ultime contradiction entre trois modèles de développement ayant inspiré le conseil aux pays du Sud dans les dernières décennies, plus précisément entre les cibles d'insertion à la « Globalisation » d'un côté et celles liées aux accomplissements en matière de « Développement durable » et de « Développement humain » de l'autre. Les bonnes performances en matière d'insertion sur les marchés mondiaux, mesurées ici par la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM), s'opposent en effet aux bonnes performances en matière de préservation de la biodiversité (Bio_D) et, dans une moindre mesure, en matière d'autosuffisance alimentaire et de satisfaction des besoins essentiels.

Pour résumer les résultats de cette première analyse sur les accomplissements de développement en 2018, deux éléments principaux doivent être mis en avant. Tout d'abord, la succession des modèles de développement dans le temps ne forme pas une suite cohérente et continue d'objectifs que le plus récent d'entre eux, l'agenda 2030 pour le développement durable, serait venu parachever ou compléter afin de rendre les autres dimensions du développement économique compatibles avec l'épistémé de la durabilité. Différents objectifs paradigmatiques qui se sont succédés au cours de l'histoire du développement économique en tant que discipline, et que l'on retrouve dans les ODD en tant que stratégie d'action publique, paraissent incompatibles dans la pratique. Par exemple, il apparaît difficile aujourd'hui pour les pays du Sud de réduire la pauvreté ou d'augmenter l'inclusion sociale, notamment par la voie de la transformation productive ou de l'insertion internationale, sans affecter la qualité environnementale. Difficile également de mener à terme des réformes libérales des marchés domestiques, d'ouvrir plus largement les économies aux flux financiers globaux tout en préservant les équilibres financiers et en industrialisant les économies. Toutefois, bien que certaines des injonctions des différents modèles de développement apparaissent, dans les faits, paradoxales ou contradictoires, notre analyse montre également que certaines des générations successives de modèles de développement comportent des objectifs plus aisément complémentaires, soit parce qu'ils présentaient des synergies effectives, soit parce qu'ils ont été portés par des séquences de politiques et de réformes ayant laissé des traces durables dans les accomplissements des pays qui les ont mises en place.

4. LES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT S'ARTICULENT-ILS EN « MONDES DU DÉVELOPPEMENT » ?

Sur la base de la galaxie de corrélations multiples composée par les trois premiers axes factoriels, nous procédons maintenant à une classification des 94 pays en développement. En projetant les pays dans cette galaxie, nous recherchons la présence de « mondes du développement » à la fois homogènes en interne et différenciés des autres groupes, c'est-à-dire une variété d'ensembles regroupant des pays qui présentent des profils d'accomplissements similaires sur les différentes dimensions des prescriptions.¹⁶ L'analyse de classification fait apparaître cinq groupes de pays distincts, que nous qualifions de « mondes du développement », et qui sont décrits par le tableau 3. Les pays en caractère gras sont les principaux parangons du groupe, autrement dit ceux dont les coordonnées sont les plus proches du centre de gravité du groupe. En complément, le tableau 4 reporte la valeur moyenne atteinte par les pays de chaque « monde du développement » pour les différentes cibles d'accomplissement. Les cellules foncées (grisées) signalent que le groupe de pays présente une moyenne statistiquement supérieure (inférieure) à celle de tous les autres groupes pour cette réalisation.

À ce stade, il convient de rappeler qu'en raison de la méthode utilisée pour classer les différents pays et leurs performances de développement, chaque groupe se caractérise par ses différences avec les autres en termes de degré de réalisation des différents objectifs paradigmatiques. Les qualificatifs que nous associons aux différents mondes dans le tableau 3 n'ont donc qu'un sens relatif. Afin de décrire plus commodément ces mondes, il est utile de nommer de façon plus synthétique les réalisations ciblées par les différentes générations de modèles. Nous retenons les objectifs « productifs » (Infra_Ind, CVM), « sociaux » (Alim_BE, Pov_Capab, Sout_Soc), de « bonne gouvernance » (Bal_Debt, Reg_Rul, Fin_Trade) et « environnementaux » (Bio_D, Sout_Env). Enfin, nous réintroduisons deux variables qui n'ont pas été utilisées dans la classification, le niveau du PIB par tête et de l'indice de bonheur, pour finir de qualifier ces mondes en les confrontant à deux normes absolues mesurant le niveau de bien-être moyen (tableau 5).

¹⁶ La méthode utilisée est celle de la classification en nuées dynamiques (k-means). Elle permet d'identifier les regroupements de pays qui maximisent la variance entre les groupes tout en minimisant la variance au sein de chaque groupe. Le choix du nombre de groupes pertinent résulte de la poursuite des objectifs conjoints de maximisation du rapport entre la variance intergroupes et la variance intragroupes (critère de Calinski-Harabasz) et de minimisation d'un indice de similarité entre les groupes (indice de Davies-Bouldin).

Tableau 3 : Les « mondes du développement » en 2018-2019 ; composition des groupes et parangons (en gras)

Monde 1 « Productif-anti-social »	Monde 2 « Social-réformateurs »	Monde 3 « Super-réalisateurs »	Monde 4 « Sous-réalisateurs »	Monde 5 « Super-social »
Angola, Botswana, Cameroun, Rép. du Congo, Cote d'Ivoire , Djibouti, Eswatini , Gabon, Ghana, Inde, Irak, Lesotho, Mauritanie, Myanmar, Namibie, Nigeria, Papouasie Nouvelle Guinée , Rwanda, Afrique du sud, Tanzanie, Zambie	Arménie, Bhoutan, Cap Vert, Costa Rica, Égypte., El Salvador, Fiji, Géorgie, Jamaïque, Jordanie, Kyrgyztan , Liban, Maldives, Maurice, Mongolie , Maroc, Panama, Pérou, Tunisie	Algeria, Azerbaïdjan , Bulgarie, China, Indonesie, Kazakhstan, Malaysia, Philippines, Thaïlande, Turkey , Turkmenistan, Ouzbékistan, Vietnam	Benin, Burkina Faso, Burundi, Central African Republic, Chad, Ethiopie, Gambie, Guinée , Haïti, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali , Mozambique, Népal, Niger , Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Togo, Ouganda, Zimbabwe	Argentine, Bangladesh, Bolivia , Brésil, Cambodia , Colombie, Dominican Republic, Écuador, Guatemala, Honduras, Iran, Lao PDR, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Sri Lanka, Tadjikistan , Venezuela

Le *groupe 3* correspond au monde que nous qualifions de *super-réalisateurs*. Dans ce monde, les pays ont des réalisations supérieures aux autres dans toutes les dimensions (« productives », « sociales » et « bonne gouvernance ») à l'exclusion notable de la soutenabilité environnementale. Ce résultat recoupe l'un des résultats intermédiaires précédents quant à la difficulté, voire à l'impossibilité, de concilier (ailleurs que dans le monde des idées) les objectifs du développement économique moderne¹⁷ et ceux de la conservation et de la reproduction des ressources terrestres (soutenabilité écologique). Le *groupe 4*, qui est constitué de pays pouvant être qualifiés de *sous-réalisateurs*, est le miroir inversé du groupe 3. Les pays qui le composent présentent des degrés de réalisations des différents objectifs significativement inférieurs à ceux des autres pays en développement de l'échantillon, et ce pour toutes les dimensions à l'exception, tout aussi notable, de la soutenabilité environnementale pour laquelle ce groupe présente le degré de réalisation le plus élevé. Là encore, l'inconciliable se donne à voir à travers un plus haut degré de conservation de la biodiversité auquel répond un moindre développement économique. Le tableau 5 montre que dans cette galaxie

¹⁷ Au sens de la division sociale et technique du travail, de l'industrialisation des économies au sens large, du développement des marchés tel que les différents capitalismes centraux et émergents l'ont mis en œuvre.

des « mondes du développement »¹⁸, les *super-réalisateurs* sont également les pays les plus riches en termes de PIB par tête, sans être les plus heureux. À l'inverse, les sous-réalisateurs ont le niveau moyen de revenu par tête le plus faible entre tous les groupes, sans pour autant afficher l'indice de bonheur le plus faible de tous les mondes.

Tableau 4 : valeur moyenne atteinte par les pays de chaque « monde du développement » pour les objectifs des différents paradigmes prescripteurs

« Mondes » Modèles	« Productif- antisocial »	« Social- réformateur »	« Super- réalisateurs »	« Sous- réalisateurs »	« Super-social »
Infra. / Ind.	0,580	-0,435	1,576	-1,130	0,088
Alim. / BE	-0,643	-0,071	1,229	-0,746	0,892
Reg. / Rul.	-0,026	1,293	0,507	-0,902	-0,548
Bal. / Debt	0,529	-1,061	1,137	-0,402	0,195
Pov. / Capab.	-1,319	1,364	1,606	-1,667	1,069
Fin. / Trade	-0,224	1,268	0,777	-0,984	-0,381
CVM	0,453	-0,005	0,973	-0,128	-1,062
Sout. Soc.	-0,837	1,326	1,759	-1,945	0,792
Bio D.	-0,565	0,015	-0,298	0,098	0,734
Sout. Emt.	0,894	-1,449	-1,555	1,845	-0,747

Source : Calcul des auteurs à partir des variables du tableau 2 ; les cellules foncées (grisées) signalent que le groupe de pays considéré présente une moyenne statistiquement supérieure (inférieure) à celle de l'ensemble des groupes pour cette réalisation.

Le **groupe 1** que nous qualifions, grossièrement sans doute, de *productif-antisocial* rassemble des pays dont le niveau de revenu par tête moyen est relativement faible par rapport à celui des autres groupes. Dans ce monde où l'indice de bonheur est le plus faible, les performances productives sont supérieures à la moyenne mais les performances sociales sont inférieures (Alim_BE, Pov_Capab, Sout_Soc). Si, par son développement productif, ce monde parvient à améliorer la qualité des usages de certains biens environnementaux, il le fait au détriment du maintien de la biodiversité et de la préservation d'autres services écosystémiques. Le **groupe 2**, que nous qualifions de *social-réformateur*, présente des réalisations plus difficiles à interpréter, même si elles sont supérieures à celles des autres groupes sur les dimensions « sociale » (sauf pour Alim_BE) et de « bonne gouvernance » (sauf Bal_Debt pour lequel il sous-performe) ; elles ne se distinguent pas de la moyenne en matière productive ou d'insertion aux chaînes de valeur mondiale. Le groupe 2 comprend des pays relativement riches (majoritairement à revenu intermédiaire) et plus heureux que les autres, ayant des accomplissements assez proches du groupe 3, mais plus dérégulés et plus ouverts à la globalisation. Enfin, le **groupe 3**, que nous qualifions de *super-social* présente les niveaux de bonheur les plus élevés, alors même que leur niveau

¹⁸ Une notion qui permet ici de se détacher des idées d'étapes, de rattrapage et de convergence.

moyen de revenu par tête se situe au milieu de l'échelle de tous les groupes. Ce monde se caractérise par des surperformances sur toutes les dimensions « sociales » des prescriptions. Toutefois, ce bonheur social relatif se fait en parallèle d'une moindre insertion internationale (mesurée par la participation aux CVM) et de performances en matière de soutenabilité environnementale inférieures à la moyenne.

Tableau 5 : les « mondes du développement » face à la richesse et au bonheur

<i>Mondes du développement</i>	Moyenne du PIB par habitant	Moyenne de l'indice de bonheur
1 = « <i>Productif-antisocial</i> »	7 053	4,26
2 = « <i>Social-réformateur</i> »	14 334	5,38
3 = « <i>Super-réalisateur</i> »	17 328	5,46
4 = « <i>Sous-réalisateur</i> »	2 584	4,52
5 = « <i>Super-social</i> »	11 525	5,59
Ensemble	9 689	5,01

Source : calcul des auteurs à partir du PIB par habitant en dollars PPA internationaux courants, World Bank Database 2019 et du World Happiness Index 2019 du World Happiness Report 2020 (Helliwell & al., 2020).

Quels sont les principaux enseignements de cette analyse de classification, notamment concernant la possibilité que des configurations de réalisations complémentaires ou antagonistes dessinent une variété de « mondes du développement » ? Tout comme il n’y a pas de modèle de capitalisme régional (Rougier et Combarnous, 2017), il n’y a pas non plus de « monde du développement » d’ancrage régional. Les pays qui composent chacun des cinq mondes sont diversifiés sur un plan géographique. Pour autant, quelques tendances sont à souligner, même si elles mériteraient, pour être commentées plus avant, de faire l’objet d’analyses plus fines. Ainsi, le monde *super-social* se situe manifestement en Amérique latine. Les pays du continent africain constituent, pour une grande majorité, les mondes *sous-réalisateur* et *productif-antisocial*, ce qui rappelle les déficits en matière d’objectif de réduction de la pauvreté, de développement humain ou d’inégalité de genre. Les anciens pays socialistes sont très fortement majoritaires (9 sur 13) dans le monde *super-réalisateur* et sont assez présents dans le monde des *social-réformateur*. À leur côté, seuls trois pays émergents asiatiques (Malaisie, Philippines, Thaïlande) sont parvenus à des réalisations plus équilibrées, par l’intermédiaire d’États développeurs tels que décrit par la littérature (Wade, 2018 ; Amsden, 2001). En revanche, ces deux mondes (*super-réalisateur* et *social-réformateur*) qui rassemblent des pays plus riches n’ont pas su concilier les objectifs sociaux, financiers et productifs et les objectifs environnementaux.

CONCLUSION

Nos analyses montrent que les « modèles de développement » qui se sont succédés depuis 75 ans ont laissé des traces diverses dans les « mondes du développement » tels qu'ils se donnent à voir dans les données d'aujourd'hui. Peu de pays, et uniquement ceux dans lesquels l'État a joué un rôle central dans la planification du développement, présentent aujourd'hui des réalisations relativement équilibrées sur l'ensemble des dimensions prescrites. Certaines réalisations ont été plus largement mises en œuvre que d'autres, notamment celles liées aux objectifs sociaux du développement, comme la réduction de la pauvreté, le développement humain, l'autosuffisance alimentaire et la réduction des inégalités de genre et par un plus grand nombre de pays.

Cependant, le principal résultat de cette plongée dans les modèles visés et les mondes observés du développement se trouve ailleurs. Il est manifestement difficile, voire impossible dans l'état actuel des expériences de développement connues des ex-pays du Tiers Monde, de concilier les différentes dimensions qui, suivant les périodes, sont devenues des priorités, jusqu'à devenir des modèles prescriptifs. L'accord qui semble s'être dessiné à l'échelle internationale autour du référentiel de la durabilité et sur la compatibilité possible entre les différentes dimensions, n'est toujours pas confirmé par les faits de développement. Songer à renouveler les cadres de pensée en conséquence, ceux en particulier qui fondent le conseil expert en développement et dont on devine ici la vacuité face aux enjeux écologiques, semble être à ce stade une stratégie raisonnable. En commençant, par exemple, par reconnaître les discontinuités flagrantes entre développement économique, développement social et développement humain et en cherchant à les contrer par un nouvel imaginaire et de nouvelles solutions politiques et technologiques dont les pays du Nord devront également s'emparer et dans la définition desquelles ils ont à s'impliquer activement.

BIBLIOGRAPHIE

- ALACEVICH M. (2018) The Birth of Development Economics: Theories and Institutions, *History of Political Economy*; vol. 50, S1, 114-132.
- AMSDEN A. (2001) *The Rise of "The Rest": Challenges to the West from late-industrializing economies*, Oxford, Oxford University Press.
- ARNDT H. W. (1981) *Economic Development: The History of an Idea*, Chicago, University of Chicago Press.
- BAUER P. T. (1972) *Dissent on Development: Studies and Debates in Development Economics*, Cambridge, Harvard University Press.
- BERR É., COMBARNOUS F., ROUGIER É. (2009) Too much consensus could be harmful: Measuring the implementation of international financial institutions

- policies and their effects on growth, in L.-P. Rochon (Ed.) *Principles of Post-Keynesian policies*, vol II, Cheltenham, Edward Elgar.
- BOURGUIGNON F. (1998) Équité et croissance économique : une nouvelle analyse ?, *Revue française d'économie*, vol. XIII, n° 3, 25-84.
- BOURGUIGNON F., DE MELO J., MORRISON C. (1991) Poverty and Income Distribution during Adjustment: Issues and Evidence from the OECD Project, *World Development*, vol. 19, n° 11, 1485-1508.
- BRENDER V. (2010) Economic transformations in Chile: The formation of the Chicago boys, *The American Economist*, vol. 55, n° 1, 111-122.
- DARBON D. (Dir.) (2009) *La politique des modèles en Afrique : simulation, dépolitisation et appropriation*, Paris, Karthala.
- DE JANVRY A., SADOULET E. (2013) Sixty years of development economics: What have we learned for economic development?, *Revue d'Économie du Développement*, 21(2), 9-21.
- DESTANNE DE BERNIS G. (1967) Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale, *Économie appliquée, archives de l'I.S.E.A.*, tome 29, n° 3-4.
- EASTERLY W. (2006a) Reliving the 1950s: The big push, poverty traps, and takeoffs in economic development, *Journal of Economic Growth*, vol. 11, n° 4, 289-318.
- EASTERLY W. (2006b) Planners versus Searchers in Foreign Aid, *Asian Development Review*, vol. 23, n° 1, 1-35.
- HELLIWELL J. F., LAYARD R., SACHS J. D. & NEVE J. E. D. (2020) World happiness report 2020; Published by Sustainable Development Solutions Network, New York; powered by the Gallup World Poll data. <https://worldhappiness.report/>
- HIBOU B. (1998) Banque mondiale : les méfaits du catéchisme économique, l'exemple de l'Afrique subsaharienne, *Esprit*, août/septembre, 98-140.
- HICKEY S., SEEKINGS J. (2017) *The global politics of social protection*, Helsinki, UNU WIDER.
- HIRSCHMAN A. O. (1981) Grandeur et décadence de l'économie du développement, *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, n° 5, 725-744.
- IBHAWOH B. (1999) Structural adjustment, authoritarianism and human rights in Africa, *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 19, n° 1, 158-167.
- JOLLY R., EMMERIJ L., HAI D. G., LAPEYRE F. (2004) *UN Contributions to Development Thinking and Practice*, Bloomington, Indiana University Press, 16-45.
- KANBUR R. (2009) The co-evolution of the Washington consensus and the economic development discourse, *Macalester International*, vol. 24, n° 1, Article 8, 33-57.
- KNUTSSON B. (2015) The intellectual history of development towards a widening potential repertoire in R. Sharpley (ed.) *Tourism and development*, vol 2. *Tourism and Sustainable Development*, University of Central Lancashire, Sage publications Ltd.
- KRUGMAN P. (1992) Toward a counter-counterrevolution in development theory, *The World Bank Economic Review*, vol. 6, n° 1, 15-38.
- LATOUR B. (2017) *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte.

- LAUTIER B. (2002) Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté, *Revue Tiers Monde*, n° 169, 137-165.
- LECTARD P., ROUGIER É (2018) Can developing countries gain from defying comparative advantage? Distance to comparative advantage, export diversification and sophistication, and the dynamics of specialization, *World Development*, 102, 90-110.
- MORIN É. (2008) *La méthode II*, Paris, Seuil.
- NORRIS J. (2021) *The Enduring Struggle: The History of the U.S. Agency for International Development and America's Uneasy Transformation of the World*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers.
- PERROUX F. (1963) Les industries motrices et la croissance d'une économie nationale, *Actualité Économique*, vol. 39, n° 3, 377-441.
- PIVETEAU A., ROUGIER É (2010) Émergence : l'économie du développement interpellée, *Revue de la Régulation*, n° 7, 1^{er} semestre.
- PIVETEAU A., ROUGIER É. (2011) Le retour en trompe l'œil de la politique industrielle : l'expert, l'Etat et l'économie politique locale, *Revue Tiers Monde*, n 208, 177-292.
- REGMI K. D. (2018) Foundational Models of Development, Underlying Assumptions and Critiques, *Social Change*, vol. 48, n° 3, 1-20.
- RIST G. (2007) *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po.
- RODRIK D. (2006) Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion? A Review of the World Bank's Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform, *Journal of Economic Literature*, vol. XLIV, 973-987.
- RODRIK D. (2010) Diagnostics Before Prescription, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 24, n° 3, 33-44.
- ROSENSTEIN-RODAN P. (1943) Problems of Industrialization of Eastern and South- Eastern Europe, *Economic Journal*, vol. 53, n° 210/211, 202-211.
- ROUGIER É., F. COMBARNOUS (2017) The 2+4 varieties of capitalist systems, in É. Rougier, F. Combarous (Eds.) *The diversity of emerging capitalisms: Globalization, institutional convergence and experimentation*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- ROUGIER É., PIVETEAU A. (2012) Analyser l'émergence : convergence sectorielle, classes moyennes et transformation institutionnelle, *Mondes en développement*, n° 158, 71-86.
- SEN A. (1983) Development: Which way now?, *The economic journal*, vol. 93, n °372, 745-762.
- SEN A. (1987) The standard of living: Lecture I, Concepts and critiques, in G. Hawthorn (Ed.) *The standard of living*, The Tanner Lectures, Cambridge, Cambridge University Press, 1-19.
- SEN A. (1988) The Concept of Development, in H. Chenery et T. N. Srinivasan (dir.) *Handbook of Development Economics*, Volume 1, Amsterdam, North-Holland, 9-26.
- SEN A. (1992) *Inequality reexamined*, Cambridge, MA, Harvard University Press.
- SEN A. (1999) *Development as freedom*. New York, Anchor Book.
- SRIVATSAN R. (2016) *History of Development Thought: A Critical Anthology*, Routledge.
- WADE R. (2018) The developmental state: Dead or alive?, *Development and Change*, vol. 49, n° 2, 518-46.

WORLD BANK (2021) *Green, Resilient and Inclusive Development*, Washington DC, The World Bank.

ANNEXES

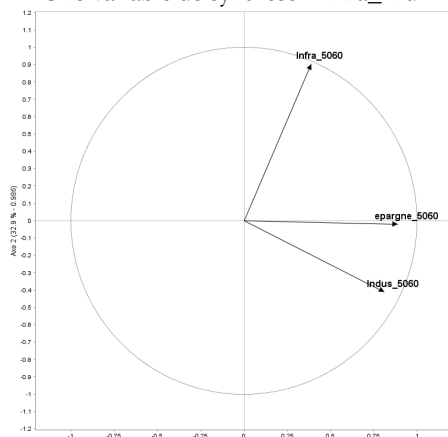
Table A1 : Titres et thème des rapports annuels sur le développement dans le monde de la Banque mondiale

Année	Titre	Mot clé
2020	Trading for Development in the Age of Global Value Chains	Industrialisation
2019	The Changing Nature of Work	Travail
2018	Learning to Realize Education's Promise	Éducation
2017	Governance and the Law	Gouvernance
2016	Digital Dividends	Connaissances
2015	Mind, society and behaviour	Connaissances
2014	Hazards, risk and opportunity	Risque et soutenabilité
2013	Jobs and development	Travail
2012	Gender Equality and Development	Genre et inégalités
2011	Conflict, security and development	Gouvernance
2010	Development and Climate Change	Risque et soutenabilité
2009	Reshaping Economic Geography: Cities, distance and divisions	Urbanisation
2008	Agriculture for Development	Agriculture
2007	Development, jobs and youth	Travail
2006	Equity and Development	Genre et inégalités
2005	A Better Investment Climate for Everyone	Risque et soutenabilité
2004	Making Services Work for Poor People	Besoins essentiels
2003	Sustainable Development in a Dynamic World	Risque et soutenabilité
2002	Building Institutions for Markets	Gouvernance
2000	Attacking Poverty	Pauvreté
1999	Localization, cities and development	Urbanisation
1998	Knowledge for Development and reducing poverty	Connaissances
1997	The State in a Changing World	Gouvernance
1996	From Plan to Market	Gouvernance
1995	Workers in an Integrating World	Travail
1994	Infrastructure for Development	Industrialisation
1993	Investing in Health	Besoins essentiels
1992	Development and the Environment	Risque et soutenabilité
1991	The Challenge of Development	Industrialisation
1990	Poverty	Pauvreté
1989	Financial Systems and Development	Stabilisation
1988	Public Finance in Development	Stabilisation
1987	Industrialization and Foreign Trade	Industrialisation
1986	Trade and Pricing Policies in World Agriculture	Agriculture
1985	International Capital and Economic Development	Stabilisation
1984	Population Change and Development	Besoins essentiels
1983	Management in Development	Gouvernance
1982	Agriculture and Economic Development	Agriculture
1981	National and International Adjustment	Stabilisation
1980	Poverty and Human Development	Besoins essentiels
1979	Structural Change and Development Policy	Industrialisation
1978	Prospects for Growth and Alleviation of Poverty	Pauvreté

Graphiques A1.a-A1.g : Cercles des corrélations entre variables pour chacun des paradigmes prescriptifs (projections des pays sur les axes disponibles sur demande auprès des auteurs)

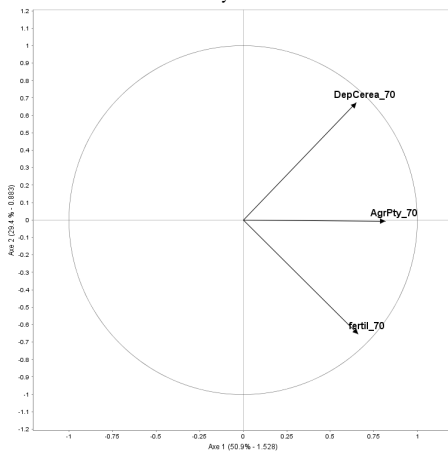
A1.a : Infrastructures/Industrialisation [1950s-1960s]

Une variable de synthèse : Infra_Ind

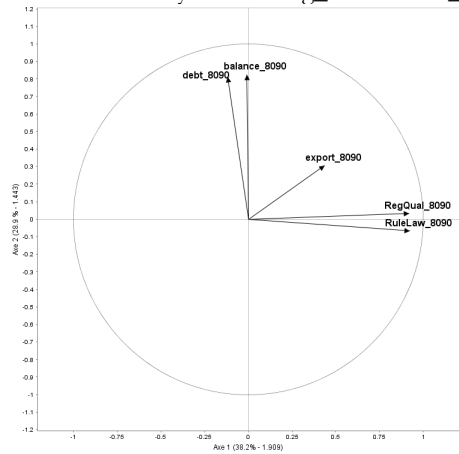


A1.b : Autosuffisance alimentaire et besoins essentiels [1970s]

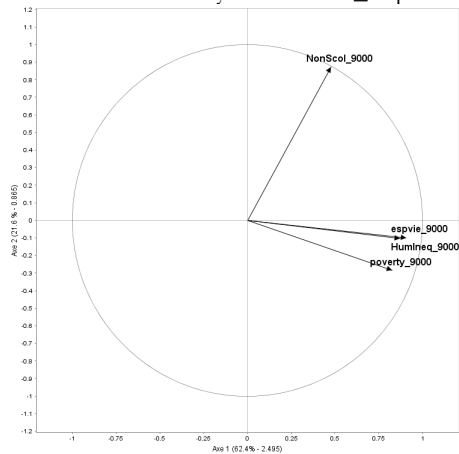
Une variable de synthèse : Alim_BE



A1.c : Institution du marché et bonne gouvernance [1980s-1990s]
Deux variables de synthèse : Reg_Rul et Debt_Bal

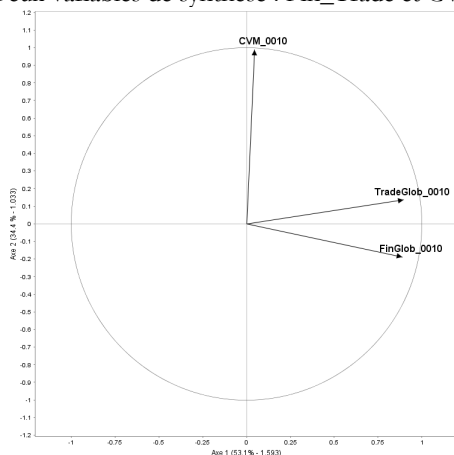


A1.d : Ciblage antipauvreté et inégalités de capacités [1990s-2000s]
Une variable de synthèse : Pov_Capab

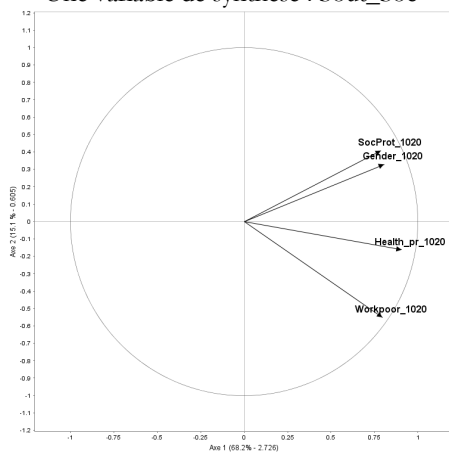


A1.e : Croissance de globalisation [2000s-2010s]

Deux variables de synthèse : Fin_Trade et CVM

**A1.f : Soutenabilité sociale [2010s-2020s]**

Une variable de synthèse : Sout_Soc



A1.g : Soutenabilité environnementale [2010s-2020s]
Deux variables de synthèse : Sout_Envt et Bio_D

